

ARGUMENT

POLITIQUE SOCIÉTÉ HISTOIRE

vol. 15, n° 2, printemps – été 2013



Le peuple selon la CLASSE



La révolution
numérique

Autour d'un livre

La mesure de l'homme
de Daniel D. Jacques

Liber

Le peuple de gauche, les carrés rouges et la crise des institutions¹

Joseph Yvon Thériault

S'est-il passé quelque chose au Québec au printemps 2012? De prime abord, oui!

Une grève étudiante et une mobilisation sociale sans précédent : 170 000 étudiants en grève, près de sept mois de débrayage et un trimestre d'études reporté d'autant, des manifestations quotidiennes dans les rues de Montréal (plus de trois cents selon la police), certaines, celles du 22 de chaque mois par exemple, d'une envergure jamais vue (plus de 250 000 personnes selon les organisateurs, plus de 100 000 selon *La Presse*).

Des tactiques militantes inédites dans le contexte québécois, du moins de cette amplitude. Blocages fréquents des rues du centre-ville, des ponts et du port dans le but de provoquer des perturbations économiques. Lancements de bombes fumigènes ou de pierres dans le métro aux heures de pointe. Fracassages de vitrines des grandes entreprises du capitalisme mondialisé. Tentatives, qui se transforment en émeutes, de perturber le salon du Nord au palais des congrès ou encore le congrès du Parti libéral à Victoriaville. Vandalisme dans les bureaux de la ministre de l'Éducation et à l'université de Montréal.

Largement relayées par les médias, ripostes musclées de la police qui joue de la matraque avec les étudiants et les asperge régulièrement de poivre de Cayenne. Arrestations collectives

1. Une première version de ce texte a été présentée au séminaire du CIRCEM, université d'Ottawa, 25 septembre 2012.

qui limitent le droit de manifester. Plus de 1 500 arrestations selon la police, plus de 3 500 selon Francis Dupuis-Déri.

Des étudiants rebelles à la « cause » étudiante qui demandent à la cour des injonctions au nom de leur droit à l'éducation, droit bafoué par les « boycottteurs » de cours. Des juges qui leur donnent raison et qui ordonnent aux collèges et universités d'offrir les cours au détriment de l'expression de la démocratie étudiante. S'ensuivent des affrontements entre la légitimité juridique du droit à l'éducation et la légitimité démocratique de la grève étudiante. La police qui intervient sur les campus pour faire respecter les injonctions des juges.

Un gouvernement qui refuse de plier devant les exigences étudiantes et qui décide de mettre fin à la récréation. Une loi « sévère » (la loi 12, adoptée après avoir été le projet de loi 78) qui encadre le droit de manifester en exigeant d'avance les parcours, qui interdit les manifestations à proximité des institutions d'enseignement supérieur, qui ferme pour trois mois les sections des collèges et universités en grève, qui impose de lourdes peines aux « associations » et aux leaders qui encourageraient à désobéir à la loi (ce qui est typique des lois de retour au travail visant les syndicats du secteur public; Pauline Marois, alors ministre de la Santé, avait assené le même remède en 1999 aux infirmières); mais, une loi qui, en même temps, refuse de reconnaître le droit de ces associations de faire la grève, car elles ne seraient pas des associations syndicales.

Une loi devant sonner la fin de la récréation, mais, tel du pétrole jeté sur le feu, qui l'amplifie. Le bruit des casseroles accompagnera désormais en ces soirs de « printemps érable » les manifestations étudiantes du centre-ville de Montréal. Ce sont les parents, voire les grands-parents *baby-boomers* des étudiants grévistes, artistes et intellectuels, bref, le peuple de gauche qui a appuyé le mouvement depuis le début, en participant notamment aux grandes marches des 22 du mois (février, mars, avril), qui envahissent les rues. Des milliers (de 20 000 à 30 000 chaque soir), essentiellement dans l'extension de la gauche plateauciennoise de Montréal (la ligne orange du métro, entre l'université du Québec à Montréal et la rue Crémazie). Une sorte de tintamarre acadien, mais à prétention politique : contre la loi 12, contre le gouvernement Charest, en appui à la cause étudiante, contre la dépolitisation. Drôle de tintamarre

toutefois qui, par l'artifice de la loi, est illégal. On verra néanmoins la candidate au poste de premier ministre, Pauline Marois, frapper ses casseroles dans la rue et Amir Khadir, le cochef de Québec solidaire et député de Mercier, recevoir une amende pour avoir en manifestant gêné la circulation.

Finalement, le mouvement s'essoufflera parce que la loi 12 a fermé les universités et les collèges pour l'été, qu'entre-temps le gouvernement Charest a déclenché une élection, qu'il perdra, que le nouveau gouvernement du Parti québécois a dans les premiers jours de septembre 2012, à la suite de son élection, annoncé l'abolition de la hausse des droits de scolarité (360 dollars par année pour cinq ans — 1 800 dollars), ce qui était la raison première de la grève étudiante.

La presse et l'opinion publique en général diront que les étudiants ont gagné. Pourtant, chez les étudiants et le peuple de gauche, un certain scepticisme est perceptible. A-t-on vraiment gagné? À quoi a correspondu ce mouvement?

Que s'est-il passé au Québec ce printemps-là?

Est-il est trop tôt pour répondre à cette question? Il s'est passé quelque chose, ce que je viens de raconter. Mais comment interpréter tout cela?

S'agit-il du plus grand mouvement social que le Québec ait jamais connu? Est-ce ce « grand tonnerre » qui annonce enfin le retour de l'esprit révolutionnaire, de la parole libérée, la redéfinition de la politique, l'avènement de la société écologique, le début de la fin de l'université marchande, de la société sexiste, de la technocratisation du monde? Notre grève, était-il écrit sur les murs du Café Aquin de mon université, sera « anti-capitaliste, antibureaucratique, féministe, écologique et autogérée ». J'avais le sentiment d'avoir entendu, et peut-être même professé, de tels propos dans ma prime jeunesse, c'est pourquoi je restais sceptique.

On a dit très tôt que la contestation s'était déplacée, d'une revendication corporatiste, d'un conflit d'intérêts, vers un mouvement social. Certains ont même cru un moment que le « printemps érable » s'embraserait dans un automne

chaud, se métamorphosant en une vaste grève sociale. À lire les textes préparatoires de la CLASSE en vue de l'affrontement qui s'annonçait, et toujours selon ce que disaient les murs de mon université — qui fut l'épicentre du conflit —, c'est plutôt le contraire qui s'est produit : les étudiants sont sortis pour faire la révolution, pour mettre fin à la marchandisation du monde... ils sont rentrés avec une annulation de la hausse des droits de scolarité.

Je m'avance un peu, il est trop tôt pour saisir la portée du mouvement.

D'autres ont dit que le mouvement fut incroyablement inventif. Les manifestations furent festives. On se serait cru parfois au carnaval de Rio. Les slogans étaient rieurs (pas tous), les costumes et les masques accrocheurs, dignes parfois de chorégraphies professionnelles. On s'est même déshabillé, mais, chose moins gracieuse, on a vu des *baby-boomers* qui, au souvenir de leur jeunesse soixante-huitarde, se sont joints au défilé des « tout nus ».

Car plusieurs observateurs avaient cru au début du mouvement que l'on avait affaire à une jeunesse individualiste, pragmatique, voire affairiste ; que ces jeunes étaient tristes, qu'ils ne souriaient pas, tous branchés qu'ils étaient sur leur cellulaire. Leur combat avait pour cible une hausse injuste des droits de scolarité, combat réaliste qu'ils allaient gagner, tout le contraire de la jeunesse des années 1960, qui faisait la grève pour changer le monde et qui rentra bredouille.

Mais cela se révélera faux. L'esthétique révolutionnaire apparut bientôt partie intégrante du mouvement. De vieilles formules le confirmaient : « l'imagination au pouvoir », « demandons l'impossible ». On sentit chez plusieurs l'effet grisant de la barricade révolutionnaire, on ne voulait plus quitter la rue de peur de perdre la communauté retrouvée. Des mascottes apparurent, Anarchopanda, la Banane-Rebelle. On se mit à trouver les étudiants « beaux », une éditorialiste de mon quotidien préféré s'extasiait de voir chaque jour de son bureau du centre-ville cette belle jeunesse défilé, un peu comme l'aurait dit à l'époque des collèges classiques l'animateur pastoral voyant la jeunesse catholique parader le jour du Christ-Roi. Chroniqueurs, journalistes, artistes découvrirent qu'ils s'exprimaient « bien », qu'ils étaient articulés — ce sont nos enfants après tout — et

il fallait, par conséquent, leur donner raison, comme si jeunesse, beauté, belle parole pouvaient se substituer à la raison politique. Les leaders étudiants furent invités à *Tout le monde en parle*, comme des artistes du *Star System*. On vit dès lors des gens affirmer qu'« ils n'étaient pas pour le gel des droits de scolarité », mais qu'« ils appuyaient cette jeunesse, parce que c'était la jeunesse »... l'avenir.

Des sceptiques, j'en suis, se demandèrent au contraire s'il n'y avait pas dans cette manière de défilé masqué, une façon de se défilé. La révolution masquée serait-elle une révolution juste pour rire, une mise en scène théâtrale pour masquer l'incapacité des mouvements sociaux actuels de se présenter à visage découvert, autrement dit un signe de leur difficulté ou refus à occuper une vraie scène politique ?

La rue aurait libéré la parole au Québec. Cette affirmation tient pour acquis qu'elle était auparavant enchaînée. Il apparaît plutôt qu'au cours des vingt dernières années les paroles ont tourbillonné dans toutes les directions, sans que l'on puisse en dégager quelque direction claire. Ce dont nous avons besoin, c'est de quelques grandes balises qui nous permettent de naviguer dans ce flot de paroles. Je n'ai pas l'impression que nous avons beaucoup avancé sur cette question au cours du printemps. Sur la simple question des droits de scolarité et de la marchandisation de l'université, le brouillard s'est plutôt épaissi, la discussion a dérivé, si elle n'a pas reculé... vers le « surfinancement » de l'université, vers la mauvaise administration congénitale des administrateurs de nos institutions.

La parole publique aussi s'est rigidifiée, je dirai même abaissée. On traita les étudiants d'enfants gâtés, de vandales ; les étudiants répliquèrent en qualifiant le gouvernement de fasciste et la presse de suppôt du grand capital. À côté des affiches rieuses et inventives, il y en eut d'une extrême violence, contre nos politiciens, contre la nature de nos institutions démocratiques. La fondation B'nai B'rith dut rappeler à la jeunesse militante que depuis l'Holocauste l'utilisation du signe nazi en public — même contre la répressive police québécoise — n'était pas un jeu. On vit la femme d'un chroniqueur malveillant montée en effigie avec un grand « putain » accolé à son visage.

L'université et les cégeps, hauts lieux de la parole libre, furent comme tenus en joue durant le conflit. Peu de professeurs

osèrent s'aventurer à entrer en débat avec le mouvement étudiant. Des professeurs de l'université de Montréal, signataires d'une proposition, qu'ils croyaient modérée, d'indexer les droits de scolarité, virent leurs portes de bureaux peintes de slogans soulignant leur traîtrise. Plus de quatre cents intellectuels, la plupart professeurs, signèrent une lettre collective, publiée dans *Le Devoir*, interpellant la chroniqueuse Denise Bombardier pour avoir parlé « d'un devoir de réserve » des professeurs en raison de leur proximité avec les étudiants. La chroniqueuse avait tort, mais pourquoi fallait-il cette *fatwa* progressiste contre elle ? Un corps-à-corps d'idées aurait fait l'affaire.

Les étudiants ont gagné leur combat sur la hausse des droits de scolarité ; ils ont perdu la bataille de la délibération publique. La sympathie pour la cause étudiante, celle du gel ou de la gratuité scolaire, déclina tout au long du conflit. Tellement que le Parti libéral, moribond dans les sondages en février, crut possible en août — après sept mois de conflit — de gagner une élection, ce qui se révéla presque juste. L'appui donné par le Parti québécois à la lutte étudiante le fut par défaut. À force d'arborer le carré rouge, le parti fut bien contraint de dire qu'il partageait les objectifs de la lutte, bien qu'une augmentation modérée des droits de scolarité ait fait jusqu'alors consensus chez les péquistes. La victoire d'un parti de gauche social-démocrate en septembre ne fut pas le résultat de la parole libérée du « printemps érable », ce fut là aussi une victoire par défaut. La division du vote de droite, en croissance et atteignant près de 60 %, en fut la raison principale. Si nous étions dans un régime proportionnel, l'annulation de la hausse des droits de scolarité n'aurait jamais eu lieu.

On ne peut toutefois analyser la signification d'un mouvement social à partir de ses effets sur la conjoncture immédiate. Il est trop tôt, ai-je dit plus haut, pour saisir s'il s'est passé quelque chose au Québec au printemps dernier. Rappelons-nous mai 68. À court terme cela eut comme effet de renforcer la droite française et de favoriser la réélection du général de Gaulle. À long terme, cela eut un formidable impact sur l'imaginaire et la pratique des démocraties occidentales.

Il y a pourtant une différence notable entre le mouvement des années 1960 et celui que nous venons de vivre, c'est sa conception de la démocratie et son arrimage à l'institution du

politique. Cette différence nous permet de comprendre certaines pratiques que nous venons de décrire, elle nous permet aussi de nous interroger sur les conséquences à plus long terme de tels mouvements.

La contre-démocratie

Je voudrais ici relier le mouvement étudiant québécois à une mouvance plus large, particulièrement forte dans ce que l'on a appelé l'altermondialisme, dont le forum social mondial est la « grand-messe » annuelle. Cette mouvance s'est particulièrement rendue visible dans les grandes manifestations contre les réunions du Fonds monétaire international, les rassemblements des puissances économiques mondiales (G8, G20), ou contre le grand *party* annuel des capitalistes à Davos en Suisse. On retrouve dans les deux dernières années cette mouvance dans le mouvement des indignés — Madrid, Grèce, *Occupy New York*, *Occupons Montréal*. (Pour des raisons qui deviendront évidentes, le « printemps arabe », en revanche — qui était au départ un mouvement d'élargissement des institutions de la démocratie libérale —, n'est pas, lui, de la même texture que ledit « printemps érable ».)

Quelle est la nature en effet de cette mouvance ? Ce sont des mouvements qui fonctionnent à l'horizontalité, en réseaux, en rhizome pour parler comme Deleuze, refusant en cela de s'inscrire sous une autorité quelconque, que ce soit celle d'un parti où même celle du mouvement lui-même. Le sommet de Porto Alegre n'a jamais défini une ligne politique. Il s'agit plutôt d'une nébuleuse qui se mobilise, contre quelque chose, au nom d'un avenir autre... imprécis. On est, pour emprunter une expression à Pierre Rosanvallon, dans la démocratie du « rejet » et non pas dans celle du « projet »².

S'associer à un programme, à un projet, serait renouer avec une forme de verticalité, ce qui était encore le cas des mouvements des années 1960, qui, malgré leur caractère libertaire, croyaient en une forme d'institutionnalisation et inscrivaient leurs luttes sous le chapiteau de l'utopie communiste et des

2. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie*, Paris, Seuil, 2006.

partis qui promouvaient une telle idée. Les nouveaux sujets politiques refusent d'inscrire leurs actions dans une telle perspective programmatique (chaque constituante est rigoureusement maîtresse d'elle-même dans son programme comme dans sa praxis : le « pluralisme des tactiques »). À cet égard, ils sont rigoureusement libéraux : le bien commun est la somme des protestations. Leur démarche est essentiellement négative, contestatrice : contre le capitalisme, contre le patriarcat, contre la technocratie-bureaucratique, contre l'État, et même contre la démocratie libérale ; ce sont des mouvements qui pratiquent la « contre-démocratie », selon la formule de Rosanvallon.

La « contre-démocratie », qui est une variante radicale de la démocratie, exacerbe la dimension conflictuelle de celle-ci au détriment de sa dimension délibérative ou représentative. Elle souffre d'« impolitique », ajoutera Rosanvallon. Elle a, autrement dit, de la difficulté à transformer sa protestation en agir politique, trop préoccupée qu'elle est par sa méfiance envers les institutions relais du politique.

Le mouvement des carrés rouges participe d'une telle contre-démocratie, du moins ce fut son expression dominante. Depuis le sommet des Amériques de Québec (2001), le mouvement altermondialiste québécois s'est radicalisé, il s'est mis à la contre-démocratie³. Abandonnant l'idée qu'il était désormais possible de négocier avec « l'État notre ennemi », une frange de ce mouvement a opté pour un syndicalisme de combat, vaguement anarchiste, utilisant des techniques d'actions directes du type *black bloc*⁴. Il ne s'agit plus de défendre une cause particulière, mais de « démasquer l'État policier » de façon à rendre la libération possible.

La pénétration de ce type d'actions dans le mouvement étudiant a été facilitée par la pratique d'une démocratie directe qui rend les assemblées constituantes souveraines et qui défend de façon conséquente le « pluralisme des tactiques ». Rappelons-nous l'impossibilité, pour le porte-parole de la CLASSE au printemps dernier, de dénoncer les actes de violence dans les

3. Pascale Dufour, *Espaces de protestation et mondialisation*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 2012.

4. Francis Dupuis-Déri, « Black Bloc et carré rouge », *Le Devoir*, 28 avril 2012.

activités réalisées sous l'égide du mouvement. Cela aurait signifié nier la démocratie de certaines de ses assemblées. Comme le demandait Rosa Luxemburg, au moment de la Révolution russe, à propos du slogan bolchevique « tout le pouvoir aux soviets » : « Mais qui gouvernera les soviets ? » Dans la démocratie directe, antireprésentative, il n'y a pas de mise ensemble, seulement une multitude de protestations reptiliennes — considérées toutes aussi légitimes les unes que les autres — qui titillent du bas le pouvoir.

En 2005, lors de la dernière grande grève étudiante, cette frange était encore minoritaire dans le mouvement étudiant, ce dernier restant dominé par le syndicalisme institutionnel étudiant classique (la FECQ et la FEUQ). Malgré la victoire étudiante d'alors (en regard des prêts et bourses), la frange radicalisée du mouvement (l'ASSE) avait dénoncé ce dénouement comme un compromis inacceptable avec « l'État notre ennemi ». La bataille qui s'annonçait sur les droits de scolarité ne saurait, estimait-elle, accepter aucune compromission (grève générale illimitée) ; elle devrait être un combat qui fait reculer l'État sur la question des droits de scolarité, simple étape vers l'affrontement final contre l'État néolibéral. C'est la CLASSE, essentiellement un regroupement de combat — « contre-démocratique » —, qui mènera la lutte, reléguant le syndicalisme institutionnel étudiant (FECQ-FEUQ) et ses représentants à des rôles de figurants.

Il y a un paradoxe évident dans tout cela. Le mouvement des carrés rouges lutte contre la marchandisation de l'université, pour la sauvegarde d'une institution universitaire humaniste. Pour reprendre la distinction de Michel Freitag, que plusieurs utilisèrent pour défendre la cause étudiante, il s'oppose à l'université « organisation » pour défendre l'université « institution »⁵. Mais le fonctionnement du mouvement est essentiellement organisationnel, il refuse tout principe transcendant — qui serait supérieur à la décision de ses membres —, même celui du peuple majoritaire : « nos rêves sont plus importants que les urnes » ; « nous sommes le peuple ». Il fonctionne en réseau prenant des décisions *ad hoc* en fonction de la conjoncture ; il n'a pas de projet politique, sinon l'élargissement de la

5. Michel Freitag, *Le naufrage de l'université*, Québec, Nota Bene, 1995.

contestation (comme l'« université organisation », qu'il conteste, qui viserait essentiellement l'élargissement de sa clientèle). En fait, la colère étudiante, ce qui est le propre de la contre-démocratie, est une colère anti-institutionnelle : contre l'entreprise capitaliste, contre l'État néolibéral, contre l'exploitation de nos ressources, contre la démocratie libérale — « leur démocratie », dira la CLASSE —, contre l'organisation universitaire — la mal-gouvernance universitaire.

Ce paradoxe qui consiste à défendre un principe d'institution par une pratique d'organisation n'est pas uniquement paradoxal, il est aussi contre-productif. La démocratie directe est continuellement embourbée dans des débats de procédures — lisez les procès-verbaux des assemblées souveraines. Dans le mouvement *Occupy*, c'est la nature de son organisation qui est devenue l'enjeu du débat sur la place publique, éclipsant ainsi les propos de sa revendication. Dans le « printemps érable », les médias ont plus discuté de l'étrange démocratie que pratiquait la CLASSE que de la lutte pour sauver l'institution universitaire contre sa marchandisation.

Pour l'observateur de la démocratie et des mouvements sociaux que je suis, la présence dans le mouvement étudiant de cette contre-démocratie n'a rien de surprenant. C'est la résonance qu'elle a eu dans les milieux intellectuels et le peuple de gauche qui étonne.

Depuis longtemps s'opposent, dans l'univers de la gauche, une forme de démocratie radicale, voire révolutionnaire (anarchisme, syndicalisme de combat, gauche libertaire), et une forme plus institutionnelle, plus réformiste. C'est la tension historique entre le gauchisme et la social-démocratie. Je ne m'attarderai pas ici à préciser les enjeux de chacune des positions. Je dirai simplement deux choses : les grands acquis de l'État-providence sont plus largement issus de la démocratie institutionnelle (délibérative) que de la démocratie radicale ; et, si la démocratie radicale jouit aujourd'hui d'une certaine popularité, elle reste habituellement un phénomène minoritaire associé à la contre-démocratie.

C'est pourquoi la résilience et l'ampleur du mouvement étudiant étonnent. Sans l'appui des réformistes, du milieu

syndical, de la gauche modérée du Parti québécois, des milieux culturels, le mouvement étudiant n'aurait jamais eu cette ampleur. Là réside d'ailleurs l'exceptionnalité québécoise, l'appui sans réserve d'une gauche réformiste à un mouvement qui conteste la légitimité du réformisme démocratique : « leur démocratie ». On me dira que le mouvement était diversifié, il fut incontestablement dirigé depuis le début par la CLASSE.

Au Québec, lors du « printemps érable », on a vu des forces syndicales habituellement soucieuses de contrôler leurs propres manifestations applaudir au refus du mouvement étudiant d'en faire de même. On a vu un Parti québécois, parti de gouvernement, appuyer sans broncher le refus des étudiants de négocier avec « l'État notre ennemi ». On a vu des avocats en costume de magistrature désobéir à une loi que les injonctions d'autres magistrats, les juges, avaient provoquée. On a vu le peuple de gauche, avec ce que l'on pensait être une invention chilienne anti-Pinochet, mais qui s'avérait dans les faits être une invention anti-Allende, amener vieillards, parents et enfants et sortir, dans un « grand geste » de désobéissance civile, dans la rue. La désobéissance civile devenait pour un moment le geste politique le plus sublime qui soit, quoique le bruit des casseroles remplace difficilement une parole politique.

On a vu encore des collègues universitaires comparer dans la presse internationale le Québec à la Russie de Poutine, un député affirmer qu'il songeait à retourner dans l'Afrique autochtone. Le message fut si bien reçu à l'extérieur que je reçus d'un collègue français, grand militant des droits de la personne dans le monde, un message m'exprimant toute sa compassion et son appui en ces moments difficiles pour la liberté que vivait le Québec. On a vu des intellectuels, qui habituellement nous chantent les mérites du dialogue politique, de l'harmonisation de la liberté individuelle et des droits collectifs, appuyer sans nuance un mouvement qui voit dans de tels aménagements la raison de la paralysie politique. « Leur combat est juste » (la gratuité scolaire), il faut les appuyer, disait le patriarche des sociologues québécois et ancien sous-ministre de l'État du Québec, Guy Rocher, comme si en démocratie la fin justifiait les moyens. Durant le « printemps érable », les étudiants protestataires ne trouvèrent pas d'interlocuteurs de gauche prêts à relayer leur combat dans un espace politique délibératif. Ils

n'eurent pas droit au dialogue critique au sein de la gauche, seulement au discours laudatif.

On peut trouver des raisons conjoncturelles à un tel appui. L'atmosphère de fin de régime du gouvernement Charest, l'intérêt de celui-ci à la veille d'une élection à entretenir l'affrontement, les soupçons de corruption envers la classe politique et les milieux d'affaires québécois. Tout cela participe néanmoins, à mon avis, de quelque chose de plus général, à une sorte de déficit dans les sociétés occidentales de légitimité des institutions (pas uniquement des institutions politiques). L'absence de propositions d'avenir se traduit par un malaise qui s'exprime dans la méfiance envers toutes les formes institutionnelles de vivre ensemble. Cela laisse une grande place au populisme, de droite comme de gauche.

Ce qui est un phénomène généralisé se vit dans le Québec postdéfaite référendaire avec plus d'acuité. La détestation de Jean Charest, dans les dernières années, était devenue une politique au détriment même de la fonction étatique qu'il occupait. Le psychodrame quotidien que les médias nous font vivre avec la commission Charbonneau en est une autre manifestation. Si l'on peut penser que la corruption n'a pas ici une ampleur plus grande que dans d'autres sociétés démocratiques (je pense à la France par exemple que je connais mieux), le traitement que nous lui donnons, au détriment de tout autre agir politique, est incommensurable. Le mouvement contre la marchandisation de l'université s'est transformé en critique de la direction de nos universités. Une sorte d'anomie institutionnelle souffle sur le Québec, le « printemps érable » en fut sa manifestation la plus radicale.

Joseph Yvon Thériault est sociologue, professeur à l'université du Québec à Montréal et titulaire de la chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie.